

John Mearsheimer : la grande stratégie des États-Unis dans le nouvel ordre mondial

Le professeur John Mearsheimer est titulaire de la chaire distinguée R. Wendell Harrison au département de science politique de l'Université de Chicago Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Achetez des produits dérivés : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à tous. Aujourd'hui, nous recevons John Mearsheimer, professeur à l'université de Chicago, pour parler de grande stratégie, de réalisme offensif, et tenter de relier ces concepts aux événements dans le monde. Merci beaucoup de revenir dans l'émission.

#John Mearsheimer

Comme toujours, Glenn, je suis ravi d'être ici.

#Glenn

Alors, vous savez, tout le monde semble désormais reconnaître que, eh bien, nous vivons une période quelque peu historique. Autrement dit, la répartition internationale du pouvoir s'est déplacée très rapidement de l'Ouest vers l'Est, ce qui est assez remarquable, puisque cela s'est produit en temps de paix. Nous voyons maintenant que le moment unipolaire est terminé. Et, sur une échelle de temps encore plus large, on peut soutenir qu'une période de cinq cents ans touche à sa fin, depuis que les puissances maritimes européennes ont reconnecté le monde au début du XIXe... pardon, au début du XVIe siècle, et l'ont, à des degrés divers, organisé sous leur administration depuis lors. Or, la réponse de l'Occident, et je dirais surtout de l'Europe, à ces immenses bouleversements en cours dans la répartition internationale du pouvoir, tend à être très... eh bien, ce sont des réactions étroites, instinctives, presque réflexes.

Ils ne réfléchissent pas vraiment à la façon dont le monde a changé, ni à la manière dont notre position dans le monde évolue. Et ils ne prennent pas vraiment de recul pour évaluer quelles sont nos options, ni quels devraient être nos objectifs pour maximiser notre sécurité et notre prospérité. Donc, en bref, je dirais qu'il y a une absence de réflexion stratégique, à un moment où nous en

avons plus besoin que jamais. Ce dont je voudrais vraiment discuter avec vous aujourd'hui, comme je l'ai dit au début, c'est ceci : si nous prenons un peu de recul et que nous commençons par la grande stratégie, qu'est-ce que la grande stratégie ? Et quels sont, selon vous, les principaux défis pour aligner des aspirations potentiellement illimitées avec des moyens limités ?

#John Mearsheimer

D'accord, laissez-moi vous expliquer ce que j'entends par « grande stratégie ». Parce que, comme vous le savez bien, Glenn, on peut définir la grande stratégie de différentes façons. Et il n'existe pas de définition correcte. Les définitions ne sont que des définitions, et vous pouvez définir la grande stratégie comme vous voulez. À mon sens, les meilleures définitions sont celles qui vous aident le plus à comprendre le monde. Autrement dit, vous pourriez définir le terme de grande puissance de manière à y inclure l'Iran. La question que vous devez vous poser, c'est de savoir si cela vous paraît pertinent. Et moi, je ne le pense pas. Ce n'est pas sous-estimer la puissance de l'Iran, mais ce n'est pas une grande puissance.

Je voudrais donc avoir une définition de grande puissance qui inclue, selon moi, des pays comme les États-Unis, la Chine et la Russie, mais qui exclue des pays comme l'Iran. Mais le point essentiel que je veux simplement clarifier pour les téléspectateurs, c'est qu'il n'existe pas de définition unanimement admise de ce qu'est une grande stratégie. Quand la guerre du Vietnam s'est terminée, en mille neuf cent soixante-quinze, au moment où j'entrais en troisième cycle universitaire, il y a soudain eu un immense intérêt pour le sujet de la grande stratégie. Ce n'était pas un sujet dont on parlait beaucoup dans le monde universitaire avant le milieu des années mille neuf cent soixante-dix. Puis toute une petite industrie s'est développée autour de ce sujet.

Donc, d'une manière très importante, j'étais là dès le début. Et à l'époque, nous avons élaboré ce qui me semblait être une définition assez utile de ce qu'était la grande stratégie. Et je pense toujours que c'est une définition assez utile, surtout si l'on réfléchit à la manière dont agissent les grandes puissances. Je vais donc exposer rapidement ma définition de la grande stratégie. Et, pour la rendre aussi claire que possible, je vais la comparer à la manière dont je définirais la politique étrangère. Autrement dit, je distingue la grande stratégie de la politique étrangère. Ma définition de la grande stratégie, c'est qu'il s'agit avant tout de trouver un équilibre entre les objectifs les plus importants d'un État en matière de politique étrangère.

Pour le dire un peu autrement, il s'agit de mettre en relation les intérêts vitaux avec les moyens militaires dont on dispose pour atteindre ces objectifs. Autrement dit, il faut d'abord définir quels sont les objectifs de politique étrangère les plus importants, n'est-ce pas ? Les intérêts vitaux. Ensuite, il faut réfléchir aux moyens militaires dont on dispose pour protéger ces objectifs. La politique étrangère, pour moi, ne fait pas de distinction entre vos objectifs. Vous pouvez avoir de nombreux objectifs de politique étrangère différents. Ce que je dis, c'est que la grande stratégie

consiste avant tout à identifier les intérêts vitaux d'un État. Alors, qu'est-ce que j'entends exactement par là ? La question est la suivante : quelles régions du monde valent la peine qu'on se batte et qu'on meure pour elles ? Où êtes-vous prêt à verser du sang et à mobiliser la force ?

Ce sont les intérêts vitaux. Et, pour anticiper largement, dans le cas des États-Unis, les intérêts vitaux situés hors de l'hémisphère occidental ont, historiquement, été l'Europe, l'Asie de l'Est et le golfe Persique. C'étaient les trois régions où presque tout le monde s'accordait à dire que nous devrions être prêts à verser du sang et à engager la force. Nous devrions les considérer comme des intérêts vitaux. Mais la politique étrangère concerne des intérêts partout dans le monde. Or, s'agissant des moyens militaires, il faut faire toutes sortes de choix sur les moyens que l'on veut employer pour protéger ces intérêts vitaux. La diplomatie est un autre moyen, n'est-ce pas ? Les sanctions en sont un autre. Mais ce que les gens de mon courant défendaient à l'époque, et ce que la plupart d'entre nous défendent toujours, c'est qu'il faut examiner le type de forces militaires que l'on construirait pour protéger ses intérêts vitaux.

Et pour entrer un peu plus dans le détail, il faut choisir entre la puissance terrestre, la puissance aérienne et la puissance navale. Ensuite, il faut réfléchir à la place que vous allez accorder aux armes nucléaires par rapport aux armes conventionnelles. Ou, pour le dire un peu autrement, à la mesure dans laquelle vous allez vous appuyer sur la dissuasion nucléaire plutôt que sur la dissuasion conventionnelle. Donc, ce que je dis, Glenn, c'est que, pour moi, la grande stratégie consiste avant tout à déterminer quels sont les intérêts vitaux d'un État. Quelles sont les régions du monde les plus importantes ? Les régions pour lesquelles vous êtes prêt à vous battre et à mourir. Et ensuite, quelles forces militaires faut-il constituer pour défendre vos intérêts dans ces régions ? Il y a une question que j'ai laissée de côté dans cette analyse. J'y viens maintenant.

J'ai dit qu'il faut identifier les régions du monde qui revêtent une grande importance. La question que j'ai laissée de côté, et que vous voulez ajouter, est la suivante : quelles sont les menaces qui pèsent sur ces régions, ou sur ces intérêts ? Car la nature précise de la menace détermine les types de forces militaires que vous constituez. Donc, si l'on ramène tout cela à l'essentiel, il y a trois grandes questions à se poser lorsqu'on élabore une grande stratégie : quels sont vos intérêts vitaux ? Quelles menaces pèsent sur ces intérêts vitaux ? Et enfin, quel type de forces constituez-vous pour protéger vos intérêts à travers le monde ? Voilà donc le cadre de base qu'un certain nombre de personnes que je fréquentais à partir du milieu des années 1970 utilisaient comme définition de la grande stratégie.

Et encore une fois, ce n'est pas une définition consacrée, mais je pense qu'elle est très utile pour réfléchir à ce sujet. Et là encore, comme j'ai essayé de le préciser, c'est différent de se demander : quelle est la politique étrangère d'un État ? Parce que, si vous parlez de la politique étrangère d'un État, vous parlez de l'ensemble de ses objectifs, de tous ses intérêts, et pas seulement de ses intérêts vitaux. Et vous parlez de tous les instruments dont il dispose, pas seulement de l'instrument militaire, sur lequel je me concentre lorsque je parle de grande stratégie : la diplomatie, les sanctions, et ainsi de suite. J'espère donc que cela donne une assez bonne grille pour comprendre

ma manière d'aborder le sujet dans son ensemble. Et ensuite, si vous le souhaitez, je peux vous expliquer comment, selon moi, cela s'applique aux États-Unis.

#Glenn

Oui, eh bien, c'était justement ma question suivante parce que, là encore, les États-Unis doivent commencer à établir davantage de priorités. Surtout à mesure que la répartition du pouvoir évolue. Ils doivent se concentrer sur certaines choses et les faire passer avant d'autres. Ou, pour reprendre vos termes, quelles sont les priorités des États-Unis, en termes de ce pour quoi ils sont prêts à se battre et à mourir ? Qu'est-ce qui mérite qu'on se batte et qu'on meure pour cela ? Est-ce la sécurité, ou bien leur position, leur puissance dans le monde ? À l'heure actuelle, les États-Unis font face, disons, à des défis — du moins pour leur puissance — venant de la Chine et de la Russie. Bien sûr, le Moyen-Orient semble lui aussi être en pleine reconfiguration. Comment voyez-vous le défi auquel les États-Unis sont confrontés lorsqu'il s'agit de définir sur quoi ils doivent se concentrer en priorité ? Et il y aura toujours des arbitrages, étant donné que les ressources sont limitées. Et encore une fois, comme vous l'avez dit, il faut établir des priorités dans tous les domaines. Donc, pas nécessairement ce que les États-Unis devraient faire, mais quels sont les dilemmes auxquels ils font face ici ?

#John Mearsheimer

D'accord, laissez-moi vous dire quels sont, selon moi, les quatre espaces du monde qui comptent vraiment pour les États-Unis, et comment il faut les envisager. Ensuite, nous pourrions parler un peu des menaces qui pèsent sur ces espaces. Je pense qu'il ne fait aucun doute que, pour toute grande puissance, la région la plus importante du monde, c'est son arrière-cour, son voisinage, ou la zone qui l'entoure. Et tout cela revient à dire que, dans le cas américain, l'hémisphère occidental est la région la plus importante du monde. Cela ne fait tout simplement aucun doute. C'est notre arrière-cour. Néanmoins, comme les États-Unis sont une puissance hégémonique régionale dans l'hémisphère occidental, on tient généralement pour acquis qu'ils considèrent l'hémisphère occidental comme leur région la plus importante, leur intérêt le plus vital. Autrement dit, les gens n'en parlent pas beaucoup.

Et ce dont les gens parlent, ce sont les régions du monde dont les États-Unis devraient se préoccuper, parce que c'est là que se trouvent leurs intérêts vitaux. Et dans ce cas, historiquement, les deux régions les plus importantes ont été l'Europe et l'Asie de l'Est. La raison, c'est que c'est là que se trouvent les autres grandes puissances. Et les États-Unis se sont toujours préoccupés des régions où il y avait d'autres grandes puissances, parce que les puissances plus petites ne peuvent pas réellement défier les États-Unis de manière significative. Il n'y a que les autres grandes puissances qui le peuvent. Et si vous regardez l'Europe, bien sûr, c'est là qu'on a vu des pays comme la France napoléonienne, l'Allemagne impériale, l'Allemagne nazie. C'est là que se situait le cœur de la menace soviétique, en Europe de l'Est. Et puis, bien sûr, l'Asie de l'Est comptait énormément, principalement à cause du Japon.

Et aujourd'hui, c'est extrêmement important, principalement à cause de la Chine. Et il est très important de comprendre, Glenn, que pour les États-Unis, tout au long de leur histoire, depuis leur indépendance en mille sept cent quatre-vingt-trois, jusqu'à, disons, environ deux mille dix-sept, là encore, pendant presque toute l'histoire américaine, l'Europe a été la première région en dehors de l'hémisphère occidental. Et l'Asie de l'Est a toujours été la deuxième. La raison, c'est que les grandes puissances européennes étaient plus puissantes que la grande puissance d'Asie de l'Est, qui était le Japon. Et vous vous souvenez que, même si les Japonais nous ont attaqués à Pearl Harbor le sept décembre mille neuf cent quarante et un, nous avions une politique donnant la priorité à l'Europe. Et la raison de cette priorité à l'Europe, c'était que l'Allemagne nazie représentait une menace plus grande pour les États-Unis que le Japon impérial, parce que l'Allemagne nazie était beaucoup plus puissante.

Après 2017, pour la première fois de notre histoire, la région la plus importante pour les États-Unis, en dehors de l'hémisphère occidental, c'est l'Asie de l'Est. Parce que la Chine est, de très loin, la grande puissance la plus puissante de la planète après les États-Unis. Les Russes, comme vous le savez, sont l'autre grande puissance. Les Russes, les Chinois, les Américains : ce sont les trois grandes puissances. Mais les Russes sont les plus faibles des trois. La Chine est véritablement une concurrente de niveau comparable aux États-Unis, dans presque tous les sens du terme. Donc, pour la première fois de l'histoire américaine, l'Asie de l'Est est devenue la région la plus importante, et l'Europe revêt une importance secondaire. Maintenant, la troisième région dont je n'ai pas parlé, c'est le golfe Persique.

Ce n'est pas tout le Moyen-Orient, seulement le golfe Persique. Et le golfe Persique est une région très importante pour les États-Unis depuis la majeure partie du XXe siècle, et jusqu'à aujourd'hui, parce que c'est là que se trouve le pétrole. Or, le pétrole est une ressource tellement importante pour faire fonctionner l'économie internationale. Les États-Unis se sont donc toujours beaucoup préoccupés de savoir qui contrôle le pétrole au Moyen-Orient. Ou plutôt, disons-le autrement : qui contrôle le pétrole dans le golfe Persique. Voilà pourquoi, quand nous parlons de grande stratégie — et mes collègues et moi en avons déjà parlé par le passé — nous avons dit qu'il y avait quatre régions du monde qui comptaient.

D'abord, l'hémisphère occidental. Ensuite, l'Europe. Troisièmement, l'Asie de l'Est. Et puis le golfe Persique. Or, le grand débat qui a toujours eu lieu en matière de grande stratégie, c'était : comment envisager le monde en développement, ou le reste du monde ? Autrement dit, est-ce qu'on rivalise dans des régions où il n'y a pas de grandes puissances ni de pétrole ? Par exemple, l'Afrique compte-t-elle pour les États-Unis au regard de leurs intérêts vitaux fondamentaux ? Et ma réponse, à moi, serait non. Qu'en est-il d'une région comme l'Asie du Sud-Ouest, l'Inde, le Pakistan, cette partie du monde pendant la guerre froide ? Était-ce une région pour laquelle il valait la peine de se battre ? Était-elle stratégiquement importante ?

Et la réponse était non. Et je dirais que la réponse est toujours non aujourd'hui. J'ai du mal à imaginer les États-Unis dépenser du sang et des ressources en Asie du Sud-Ouest. D'accord. Le meilleur exemple pour illustrer cela, Glenn, c'est la guerre du Vietnam. Il faut comparer la manière dont les Américains raisonnaient pendant la guerre du Vietnam, du point de vue de la grande stratégie, avec la manière dont ils voient aujourd'hui l'Asie du Sud-Est. C'est là que se trouve, ou que se situait, le Vietnam. Et pendant la guerre du Vietnam, pratiquement tous les réalistes soutenaient qu'il était remarquablement insensé, pour les États-Unis, de se battre en Asie du Sud-Est, de se battre au Vietnam. Cela n'avait absolument aucun sens stratégique.

Et comme vous le savez, pratiquement tous les réalistes de l'époque, y compris des gens comme Ken Waltz, Hans Morgenthau ou George Kennan, pour n'en citer que quelques-uns, étaient farouchement opposés à la guerre du Vietnam. Parce qu'elle se déroulait en Asie du Sud-Est, et que l'Union soviétique ne se trouvait pas physiquement en Asie du Sud-Est. En réalité, l'Union soviétique était située en Asie du Nord-Est. Donc, lorsque les États-Unis ont combattu pendant la guerre de Corée, en Asie du Nord-Est, juste à côté de l'Union soviétique, tout le monde comprenait que la Corée était une zone stratégiquement importante pour le monde. Et qu'il était stratégiquement logique, pour les États-Unis, d'endiguer l'Union soviétique en Asie du Nord-Est. Mais cette logique ne s'appliquait pas à l'Asie du Sud-Est, parce que la plupart des réalistes et des spécialistes de la grande stratégie ne considéraient pas l'Asie du Sud-Est comme un intérêt vital.

Cependant, si vous regardez l'Asie du Sud-Est aujourd'hui, avec la montée en puissance de la Chine et le fait que la Chine est l'État qui préoccupe le plus les États-Unis aujourd'hui en Asie de l'Est — et non plus l'Union soviétique, comme pendant la guerre froide —, vous avez désormais une situation où les États-Unis considèrent toute l'Asie de l'Est comme un intérêt vital... excusez-moi, comme une menace vitale — non, comme un intérêt vital — et considèrent la Chine, ainsi que l'hégémonie chinoise en Asie de l'Est, comme une menace pour les intérêts nationaux américains. On voit donc qu'il faut réfléchir très attentivement aux régions du monde que l'on considère comme des intérêts vitaux. Ensuite, il faut réfléchir aux menaces qui pèsent sur ces intérêts. Et enfin, il faut réfléchir au type de forces militaires à constituer pour faire face à ces menaces.

#Glenn

Eh bien, il semble qu'historiquement, pour avoir une grande stratégie qui réussisse, il faut, je suppose, un solide consensus politique à l'intérieur du pays. Parce que tout le monde doit en quelque sorte être d'accord, afin que cette stratégie reste cohérente. Souvent, cela suppose que les évolutions dans le monde soient lentes, pour que les responsables politiques puissent s'adapter. Et bien sûr, il faut aussi de la cohésion politique. Or, aujourd'hui, on observe plutôt l'inverse. Le monde évolue très vite, et la cohésion politique intérieure se fragmente. Pas seulement aux États-Unis, d'ailleurs : aussi en Europe. Dans ces conditions, comment les États-Unis peuvent-ils élaborer une

grande stratégie claire, et qui soit efficace ? Parce qu'on a l'impression que tout est un peu en suspens. Les États-Unis devraient-ils donc donner la priorité à l'Europe ? Certains diraient que c'est, traditionnellement, ce qu'ils ont toujours fait.

Ils peuvent encore être un multiplicateur de force. D'autres disent : non, ils nous freinent. Ils mobilisent beaucoup de ressources, et cela entraîne d'autres coûts en poussant les Russes vers les Chinois. Ils nous enlisent là-bas, alors que nous devrions nous tourner vers l'Asie. Donc toutes ces différentes options ne semblent pas vraiment avoir été tranchées, parce que, encore une fois, le monde change vite. Et, encore une fois, la polarisation politique n'aide pas non plus. Autrement dit, ce qui semble être la grande stratégie des États-Unis pourrait changer après une élection si Trump cède le pouvoir aux démocrates, par exemple. Alors, dans quelle mesure est-ce un défi ? Ou bien voyez-vous, à terme, la répartition du pouvoir imposer une grande stratégie aux responsables politiques ? Eh bien, quelques points.

#John Mearsheimer

Premièrement, il existe différentes grandes stratégies parmi lesquelles on peut choisir, et nous n'en avons pas parlé. Et il n'existe pas d'accord définitif sur ce que devrait être la grande stratégie américaine. Pour l'illustrer, l'une des quatre grandes stratégies possibles pour les États-Unis, c'est l'isolationnisme. L'isolationnisme affirme qu'il n'existe aucune région du monde, en dehors des États-Unis, pour laquelle il vaut la peine de se battre et de mourir. C'est très important de le comprendre. À l'approche de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis étaient un pays profondément isolationniste. Franklin D. Roosevelt n'a pas pu éloigner les États-Unis de l'isolationnisme de manière significative avant l'attaque de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941. Et cela, parce que toutes sortes d'Américains pensaient que ce qui se passait en Europe n'avait aucune importance stratégique pour les États-Unis.

Je voudrais opposer cela à la politique étrangère. Cela ne veut pas dire que les isolationnistes pensaient que les États-Unis n'avaient pas d'intérêts en Europe, ou en Asie de l'Est, où le Japon impérial était en pleine expansion agressive. Les États-Unis avaient bien des intérêts. Mais ce n'étaient pas des intérêts vitaux. Et donc, la plupart des Américains pensaient qu'il ne valait pas la peine de verser du sang et de mobiliser la force pour combattre l'Allemagne nazie ou le Japon impérial. Il faut y réfléchir. Il faut se rappeler que les États-Unis sont séparés du reste du monde par deux gigantesques douves. Et il est très difficile, pour n'importe quel pays d'Europe ou d'Asie de l'Est, d'atteindre les États-Unis.

Lancer une opération amphibie à travers l'océan Pacifique ou l'océan Atlantique, ce n'est pas envisageable. Et si l'on ajoute à cela le fait que les États-Unis disposent aujourd'hui d'armes nucléaires, on peut défendre de manière très convaincante l'isolationnisme. Or, cela est très pertinent face à la montée de la Chine. Car, d'un point de vue de grande stratégie, la question est la suivante : comment envisager la possibilité que la Chine domine l'Asie de l'Est, de la même manière que les États-Unis dominent l'hémisphère occidental ? Comme vous le savez, Glenn, beaucoup de

nos amis pensent que les États-Unis ne devraient pas s'opposer à la Chine en Asie de l'Est. Ils ne devraient pas chercher à contenir la Chine.

Si la Chine devient une puissance hégémonique régionale, ce n'est pas très grave. La manière dont on perçoit la menace chinoise dépend entièrement de la grande stratégie. Tout repose sur la question de savoir si l'on considère que la domination de l'Asie de l'Est par la Chine menace les intérêts vitaux des États-Unis. Et ceux qui soutiennent que ce n'est pas le cas reflètent, au fond, une vision isolationniste de la grande stratégie. Or, il existe tout un autre groupe de personnes — dont je fais partie — qui estiment qu'il est important que les États-Unis ne permettent pas à la Chine de dominer l'Asie de l'Est comme les États-Unis dominent l'hémisphère occidental. Dans ma perspective, les États-Unis ne veulent pas d'un rival hégémonique régional. Mais la question n'est pas tranchée.

Il est vraiment très important de comprendre cela. Et tout cela pour dire qu'une grande stratégie appropriée n'est jamais définitivement établie, une fois pour toutes. Permettez-moi de vous donner un dernier exemple pour souligner ce point, qui vous parlera particulièrement en tant qu'Européen. Quand la guerre froide a pris fin, l'Union soviétique s'est retirée d'Europe de l'Est, le Pacte de Varsovie s'est dissous, puis l'Union soviétique elle-même s'est disloquée. La question qui s'est immédiatement posée était la suivante : que devaient faire les États-Unis de l'OTAN ? Que devait-il advenir de la présence militaire américaine en Europe ? À l'époque, il y avait vraiment deux écoles de pensée. Mettons l'isolationnisme de côté : ce n'était pas un enjeu à ce moment-là. Il y avait deux écoles de pensée.

Une école de pensée est généralement appelée « l'équilibrage au large », et c'est une position que je partage, d'accord ? La grande stratégie de l'équilibrage au large dit que les États-Unis ne devraient maintenir des troupes en Europe que si un pays menace de dominer toute l'Europe, de devenir une puissance hégémonique régionale, et que les grandes puissances locales ne sont pas capables de le contenir. Autrement dit, les États-Unis ont dû rester en Europe après la Seconde Guerre mondiale parce que l'Union soviétique menaçait de dominer toute l'Europe. Et, à la fin des années quarante et au début des années cinquante, aucun pays d'Europe occidentale n'était en mesure de s'unir avec les autres pour contenir l'Union soviétique. Les États-Unis ont donc dû intervenir sur le continent pour rétablir l'équilibre, ou contenir l'Union soviétique.

Mais ensuite, l'Union soviétique a disparu. Donc, selon moi, les États-Unis auraient dû se retirer d'Europe. Dans mon raisonnement, il n'y avait aucune menace pour nos intérêts vitaux. La plupart de mes collègues spécialistes de la grande stratégie défendaient une autre position. Leur stratégie s'appelait l'engagement sélectif. Ils pensaient que l'Europe était importante, tout comme moi. Mais ils estimaient que les États-Unis devaient rester en Europe pour y jouer un rôle d'apaisement. L'argument des partisans de l'engagement sélectif, c'est qu'il est dans l'intérêt vital de l'Amérique de préserver la paix en Europe. Et bien sûr, cet argument trouvait un écho auprès de l'Union soviétique, puis plus tard auprès des dirigeants russes, parce qu'ils comprenaient que les Américains jouaient effectivement ce rôle d'apaisement.

Voilà donc la grande stratégie de l'engagement sélectif. Je n'y étais pas favorable. Moi, je voulais retirer les Américains d'Europe, les ramener au pays, dépenser moins pour la défense, et consacrer davantage d'argent à la population américaine. On voit donc à quel point l'engagement sélectif et l'équilibrage au large diffèrent dans leur manière de traiter l'Europe. Et tout cela ramène à la question de savoir quels sont, selon vous, les intérêts vitaux de l'Amérique, et quelles menaces pèsent sur eux. Les partisans de l'engagement sélectif estiment que la paix en Europe est un intérêt vital. Les partisans de l'équilibrage au large, comme moi...

Je ne dis pas que je souhaite voir la guerre éclater en Europe, mais, à mon avis, la paix en Europe n'est pas un intérêt vital pour les États-Unis. Ce qui est un intérêt vital pour les États-Unis, selon moi, c'est de s'assurer qu'aucun pays — que ce soit l'Union soviétique, l'Allemagne nazie, l'Allemagne impériale ou la France napoléonienne — ne domine toute l'Europe comme nous dominons l'hémisphère occidental. Cela vous donne une idée des différentes façons dont les gens conçoivent la grande stratégie. Et mon dernier point — excusez-moi d'être si long — c'est que nous avons parlé d'isolationnisme, d'équilibrage au large, et d'engagement sélectif. La quatrième grande stratégie, c'est l'hégémonie mondiale.

Et c'est une grande stratégie qui dit que chaque région du monde compte pour les États-Unis. Je veux dire, réfléchissez simplement au terme d'« hégémonie mondiale ». Chaque région du monde compte pour les États-Unis. Nous n'établissons pas de priorités, nous voyons des menaces partout, et nous constituons des forces militaires pour faire face à toute menace potentielle qui pourrait exister. Et bien sûr, c'est l'exact opposé de l'isolationnisme. C'est une stratégie dont je soutiens depuis longtemps qu'elle est profondément erronée. C'est pourquoi je suis favorable à l'équilibrage depuis le large. Mais comme je vous l'ai dit auparavant, je pense que depuis la fin de la guerre froide, les partisans de l'engagement sélectif ont proposé, dans l'ensemble, la grande stratégie la plus populaire parmi les gens de mon milieu.

#Glenn

Je comprends votre point. Comme vous l'avez dit, en matière de grande stratégie, il faut établir des priorités et reconnaître les dilemmes. Bien sûr, c'est très bien de jouer les pacificateurs en Europe. Mais si l'on choisit de le faire, cela a un coût. Autrement dit, il reste moins de ressources sur le plan intérieur pour reconstruire ou renforcer les États-Unis. Et le pivot vers l'Asie devient moins réalisable. Donc oui, tout dépend de la manière dont on perçoit les menaces et des priorités que l'on fixe pour y répondre. Mais permettez-moi de vous poser une question. Vous avez dit penser que les États-Unis devraient s'opposer à la tentative de la Chine de devenir une puissance hégémonique régionale. C'est d'ailleurs, comme vous l'avez dit, au cœur de votre théorie du réalisme offensif, selon laquelle les États cherchent à maximiser leur puissance. Ainsi, s'ils peuvent atteindre l'hégémonie pour assurer leur sécurité, ils vont chercher à l'obtenir. Désolé de simplifier excessivement la théorie.

#John Mearsheimer

Je pense que c'est exact.

#Glenn

Oui, mais je me demandais s'il pourrait être dans l'intérêt des États-Unis d'avoir une forme d'hégémonie chinoise à l'Est. C'est-à-dire que, vous savez, certains soutiendraient que la chute de l'Union soviétique, cette hégémonie, a eu un coût énorme pour les États-Unis. Par exemple, votre collègue et ami Stephen Walt... Je ne me souviens plus dans quel livre, mais il a écrit que le principal problème des États-Unis, après la Guerre froide, c'était essentiellement — je crois que c'est ainsi qu'il le disait — d'être comme un gorille de deux cent cinquante kilos, sans aucune contrainte. Et le problème, dès lors, c'est qu'il frappe dans toutes les directions. Il épuise ses ressources et se fait beaucoup d'ennemis. Et je me dis... qu'il y a quand même quelque chose de juste là-dedans.

Sans équilibre, autrement dit en étant un hégémon, cela peut aussi devenir une malédiction. Si les États-Unis peuvent tout faire, cela veut dire qu'ils peuvent être partout. Ils n'ont pas besoin de respecter ces priorités. Ils n'ont pas besoin d'avoir autant de réflexion stratégique. Ils peuvent faire beaucoup d'erreurs et en absorber les coûts. Ils sont incités à adopter l'idéologie d'un hégémon bienveillant, qui doit aussi intervenir partout pour sauver d'autres peuples. Il est facile d'adhérer à des idéologies de mission civilisatrice ou d'interventionnisme humanitaire. Vous avez toujours l'option militaire à disposition pour transformer le monde. Et cela ferait alors émerger une classe de faucons, qui défendraient la guerre comme solution à tout.

On peut accepter, vous savez... Si toute la périphérie devait être gérée, on verrait le centre se vider de ses forces. La diplomatie commencerait à vaciller, il y aurait un manque de discipline budgétaire, la boussole morale se désagrégerait. Je réfléchis simplement... Globalement, cela épuiserait les ressources et inciterait les autres puissances à s'équilibrer collectivement, même si ce ne sont pas de grandes puissances dans un système unipolaire. Mais est-ce que ce ne serait pas un argument pour dire que l'hégémonie elle-même n'a pas été une bonne chose pour les États-Unis ? Encore une fois, comme le suggèrent les réalistes, si les États ne se contraignent pas eux-mêmes et qu'il y a là un problème, ne serait-il pas dans l'intérêt des États-Unis d'être contraints ? Si le monde entier est aux pieds des États-Unis, s'ils sont la seule grande superpuissance au monde, est-ce que vous ne verriez pas beaucoup de problèmes pour les États-Unis ? Cela pourrait provoquer un désastre, semble-t-il.

#John Mearsheimer

Je vois exactement ce que vous voulez dire, mais soyons clairs. L'Union soviétique n'était pas une puissance hégémonique. Les États-Unis sont restés en Europe après la fin de la Seconde Guerre mondiale afin de contenir l'Union soviétique. Et, bien sûr, l'Union soviétique a été contenue. Elle n'a jamais dominé toute l'Europe. Ce n'était pas une puissance hégémonique régionale. Et mon argument, c'est qu'il ne faut pas que la Chine devienne une puissance hégémonique régionale. Mon argument, c'est que la meilleure situation pour les États-Unis est d'être la seule puissance hégémonique régionale sur la planète. Maintenant, je pense que la question soulevée par Steve

Walt, et que vous soulevez aussi, une question avec laquelle je ne suis pas en désaccord, est quelque peu différente. C'est que les États-Unis avaient besoin de certaines grandes puissances rivales. Pas d'une puissance hégémonique régionale rivale, mais d'une grande puissance rivale, comme l'Union soviétique, ou comme la Chine et la Russie aujourd'hui, pour éviter qu'ils ne deviennent incontrôlables.

Et je pense que le point essentiel, ici, c'est que lorsque l'Union soviétique s'effondre, la guerre froide prend fin. L'Union soviétique disparaît, et elle est remplacée par un État russe très affaibli. Or, cet État russe ne peut pas être considéré comme une grande puissance. On entre alors dans le moment unipolaire, et il n'y a personne, ou presque personne, pour contrebalancer les États-Unis. Les États-Unis n'ont donc pas besoin d'établir des priorités. C'est pourquoi on peut très bien soutenir que la grande stratégie adoptée par les États-Unis, une fois devenus la puissance unipolaire, est l'hégémonie mondiale, ou ce que des gens comme nous appellent parfois l'hégémonie libérale. Et nous avons le sentiment qu'il n'y avait pratiquement aucun contre-pouvoir face à nous.

Et il faut se rappeler qu'au début des années 1990, la Chine était loin d'être aussi puissante qu'elle l'est aujourd'hui. En 1992, personne ne considérait la Chine comme une grande puissance, et l'Union soviétique avait disparu en décembre 1991. Donc les États-Unis, c'était Godzilla. Et je pense souvent à cette phrase très célèbre de Lord Acton : qu'est-ce qu'il disait déjà sur le pouvoir absolu ? Vous vous en souvenez, Glenn ? Le pouvoir corrompt, et le pouvoir absolu corrompt absolument. Je crois que c'était quelque chose comme ça. Mais nous avons un pouvoir absolu et, vous savez, nous n'étions pas dans une situation où nous pensions devoir établir des priorités. Nous pensions pouvoir diriger le monde, et nous nous sommes attiré toutes sortes d'ennuis. Donc je ne suis pas en désaccord avec l'idée de fond que tu formulais, Steve, même toi.

#Glenn

Eh bien, si nous retirions nos chaussures américaines pour enfiler les chaussures russes, comment évalueriez-vous leurs options, leurs options stratégiques ? Parce que j'ai toujours pensé qu'après la guerre froide, la meilleure approche pour eux aurait été de s'intégrer aux pays occidentaux, notamment pour des questions de sécurité économique. Mais évidemment, cela ne s'est pas produit. Ils se sont affaiblis, puis ils ont vu toutes ces stratégies, tous ces projets et accords pour une architecture de sécurité paneuropéenne, partir en fumée. Et l'Occident a dit : eh bien, nous allons plutôt choisir l'hégémonie collective. Autrement dit, consolider le moment unipolaire. Et cela s'est ensuite manifesté par l'élargissement de l'OTAN. Ils ont commencé à voir là une reprise, au fond, de la logique de la guerre froide.

Tout redevient une politique de blocs à somme nulle. Et, bien sûr, comme l'a écrit le directeur de la CIA, William Burns, l'Ukraine était la plus rouge des lignes rouges. Puis, en 2014, il y a eu ce basculement majeur. Ils ont décidé : d'accord, c'est le moment de tenir bon. Nous allons devoir reprendre la Crimée. Et c'est aussi à ce moment-là qu'ils ont commencé à dire : nous ne pouvons plus relier notre économie en développement à l'Occident. Réorientons-la entièrement vers l'Est, vers

la Chine et les autres. C'est la seule voie vers un monde multipolaire. Mais maintenant, évidemment, pendant la guerre, quelles sont les options stratégiques de la Russie ? Que peut-elle faire ? Pas forcément ce qu'elle devrait faire, mais ce qu'elle peut faire. Ou alors, comment interprétez-vous sa grande stratégie dans son ensemble, et pas seulement ses politiques ?

#John Mearsheimer

Je pense que, lorsque la guerre froide a pris fin, les Russes voulaient mettre en place une forme d'architecture de sécurité en Europe, à laquelle ils seraient pleinement intégrés, et qui permettrait d'établir un ordre stable sur le continent. Je ne pense pas, comme j'ai essayé de l'expliquer auparavant, que les Russes voyaient les États-Unis comme un adversaire. Les Soviétiques avant eux, puis les Russes, tenaient à ce que les États-Unis restent en Europe et à ce que l'OTAN demeure intacte. Les Russes comprenaient que les Américains jouaient un rôle d'apaisement en Europe. C'était particulièrement important face au problème allemand, parce que, quand la guerre froide prend fin, l'Allemagne est bien sûr réunifiée, et cela compte pour les Russes. Mais c'est beaucoup moins problématique si les Américains sont présents.

Et dans les années 1990, les Américains — c'est difficile à croire aujourd'hui — ne considéraient pas la Russie comme une menace réelle. Ce n'était pas une menace réelle. Et comme je le dis souvent, l'élargissement de l'OTAN dans les années 1990 ne visait pas à contenir la Russie. C'était l'ère de l'hégémonie mondiale, ou de l'hégémonie libérale. Les États-Unis cherchaient à étendre l'OTAN, l'Union européenne et d'autres institutions vers l'Est. Nous cherchions à promouvoir la démocratie à travers les révolutions de couleur en Europe de l'Est. Et je ne pense pas que cela visait la Russie. Je pense qu'il s'agissait surtout, pour nous, d'étendre à l'Europe de l'Est l'ordre qui existait en Europe de l'Ouest pendant la guerre froide. Et, stupidement, nous ne voulions pas intégrer les Russes à cet ordre.

Et je pense que la raison pour laquelle nous ne voulions pas faire entrer les Russes, c'est que nous avons compris que la Russie, même si elle n'était plus une grande puissance, restait un pays assez puissant et qu'elle nous tiendrait tête si nous essayions de la malmenier au sein de ces institutions que nous dominions. Par exemple, il n'a jamais été question que les États-Unis laissent entrer la Russie dans l'OTAN. Non pas parce qu'ils s'inquiétaient de la menace russe, mais parce que la Russie était un pays relativement puissant, qu'il ne serait pas facile pour les États-Unis de malmenier. Et les États-Unis aiment diriger des institutions où ils peuvent malmenier les autres pays. C'est ce que nous avons toujours aimé chez les Européens : les Allemands, les Norvégiens — pas tellement les Français — mais les Britanniques.

Ils ont fait, pour l'essentiel, ce qu'on leur disait de faire. Ça n'aurait pas été le cas avec les Russes. Donc, nous ne voulions pas des Russes dans l'OTAN. Mais enfin, comme vous le savez bien, tout cela nous a explosé au visage. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation où les États-Unis et la Russie sont, en gros, des ennemis mortels. Et les États-Unis et l'Europe... pardon, les Russes et les Européens sont, en gros, des ennemis mortels. Alors, que font les Russes à ce stade ? C'est très

simple. Ils font de gros efforts pour avoir de bonnes relations avec la Chine, avec la Corée du Nord et avec l'Iran.

Ce sont les quatre pays qui figurent en tête de la liste des cibles américaines : la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord. Et, sans surprise, les Russes travaillent avec ces trois autres pays. Nous voyons toutes sortes d'éléments indiquant qu'il y a aujourd'hui des troupes nord-coréennes en Russie. Elles pourraient être impliquées dans une offensive dans le nord de l'Ukraine. Qui peut l'affirmer avec certitude ? Mais elles ont déjà combattu en Ukraine aux côtés des Russes. Donc, ce n'est guère surprenant. Et de nombreux éléments montrent que les Russes et les Chinois aident les Iraniens. Je pense donc qu'à ce stade, du point de vue russe, contrer les États-Unis revêt une importance énorme.

Et puis, ce qu'ils doivent faire, et ce qu'ils essaient de faire, c'est créer des problèmes au sein même de l'Europe. Les Russes considèrent les Européens comme un ennemi, et ils veulent tout faire pour semer la discorde en Europe et y créer des problèmes à l'avenir, afin que l'Europe ne puisse pas leur en créer. Enfin, je pense qu'ils iront très loin pour transformer l'Ukraine en un État résiduel dysfonctionnel, incapable de les menacer. Mais je pense que, pour le moment, ce sont les principaux objectifs de la Russie. Pas les seuls, mais les principaux.

#Glenn

Oui, à propos du consensus. Dans les années quatre-vingt-dix, quand il y a eu des discussions sur l'OTAN, ou sur une éventuelle adhésion de la Russie à l'OTAN, je me souviens que l'ambassadeur américain auprès de l'OTAN avait souligné que l'OTAN reposait sur une culture du consensus. C'est-à-dire, vous savez, que les Européens s'alignent. On appelait ça une culture du consensus, et il aurait été difficile d'y intégrer la Russie. J'imagine que sa taille, et le fait qu'elle mène une politique plus indépendante en tant que centre de pouvoir à part entière, ont empêché cela. Mais pour les Russes, dans les années quatre-vingt-dix, l'espoir était que l'OSCE devienne cette architecture de sécurité inclusive, entièrement fondée sur la Charte de Paris pour une nouvelle Europe.

Quand cela a été, vous savez, essentiellement vidé de sa substance par l'élargissement de l'OTAN, d'abord Eltsine, puis Poutine, ont proposé, vous savez, que nous puissions rejoindre l'OTAN. Ça n'a pas marché. Après le 11 septembre, on sait que Poutine voulait être le premier à appeler Bush et à dire : trouvons un moyen de coopérer, en nous plaçant essentiellement dans le même camp. Cela n'a pas empêché un nouvel élargissement de l'OTAN. En 2008, sous Medvedev, ils ont proposé cette nouvelle architecture de sécurité européenne. Cela a été plus ou moins écarté. En 2010, ils voulaient une Union européenne-russe. Là encore, les Européens ont refroidi les ardeurs. Et en 2014, c'était en quelque sorte le point de rupture.

C'est à ce moment-là que, en attirant l'Ukraine dans son orbite, on a très clairement signalé à tous ceux qui, en Russie, rêvaient encore d'une intégration progressive avec l'Occident qu'ils étaient face à l'épreuve ultime. L'Occident décidait que la Russie devait être un État de première ligne, et non un

pont, en traçant de fait une nouvelle ligne de division. Donc, vous savez, étant donné que les Russes sont désormais dans une situation où ils considèrent qu'il n'est plus possible de faire la paix avec l'Occident, ils mènent de fait une guerre. Ils ont intérêt à provoquer des perturbations et des problèmes en Europe, et ils détruiront plus ou moins l'Ukraine, comme vous l'avez souligné.

Mais que peuvent faire les Européens dans tout ça ? Je veux dire, en Europe, ils regardent les Américains, leur vision du monde, et comment ils doivent s'y adapter. Ils voient la position des Russes, c'est-à-dire les incitations qu'ils ont, la manière dont ils doivent fixer leurs priorités. Enfin... comment voyez-vous les options européennes dans cette situation ? Parce que, pour moi — vous et moi en avons déjà parlé — c'est souvent la partie la plus difficile à comprendre. Je ne comprends pas vraiment ce qu'ils font. Parce que s'il n'y a pas de porte de sortie pour les Russes, à part gagner cette guerre, pourquoi escalader la guerre ? Je ne comprends pas ce qu'ils cherchent à obtenir.

#John Mearsheimer

Eh bien, je pense qu'à ce stade, ils sont tout simplement enfermés dans leur position et ils s'agitent dans tous les sens. On voit mal quelle autre solution... et eux-mêmes ont du mal à voir quelle autre stratégie ils pourraient adopter. Les coûts déjà engagés sont tout simplement énormes. Écoutez, si l'on remonte au début des années quatre-vingt-dix, Glenn, quand l'administration Clinton a lancé l'élargissement de l'OTAN, l'administration Clinton et les Européens avaient alors un intérêt profond à entretenir de bonnes relations avec les Russes. Il est très important de le comprendre. À mesure que l'élargissement de l'OTAN s'est poursuivi tout au long des années quatre-vingt-dix — rappelez-vous, la première vague d'élargissement a eu lieu en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf — l'administration Clinton poussait cet élargissement, tout en faisant de gros efforts pour dire à Eltsine qu'il ne représentait pas une menace pour la Russie et qu'elle souhaitait entretenir des relations amicales avec la Russie dans un avenir prévisible.

C'est très important de le comprendre. Mais ce que les gens de Clinton n'ont pas compris, alors que beaucoup de personnes le comprenaient à l'époque, c'est que dès lors que vous lanciez l'expansion de l'OTAN et que vous ouvriez de fait la porte à une expansion sans fin, jusqu'aux frontières de la Russie, vous créiez une situation qui, à un moment donné, allait vous exploser au visage. Des gens comme Kennan l'ont dit haut et fort, très clairement. Mais l'administration Clinton, les administrations qui ont suivi, ainsi que les Européens, n'ont pas cru à cette logique. Ils pensaient qu'on pouvait avoir le beurre et l'argent du beurre.

Ils pensaient qu'on pouvait continuer à étendre l'OTAN, encore et encore, tout en gardant de bonnes relations avec les Russes. Évidemment, comme vous le soulignez, cela leur a vraiment explosé au visage en 2014. Mais ils étaient tellement attachés à l'idée que l'élargissement de l'OTAN était une excellente chose, que des pays comme l'Ukraine avaient le droit de devenir membres de l'Alliance, et que rien ne pouvait faire obstacle à cela. Et donc, ils devaient continuer. Après 2014, il n'est plus question de reculer. Les Européens et les Américains poursuivent leur avancée. Puis arrive la fin de 2021. C'est quelques mois avant le déclenchement de la guerre, le 24 février 2022. C'est bien ça.

Les Russes essaient désespérément de trouver une sorte de solution diplomatique pour que l'Ukraine n'entre pas dans l'OTAN et qu'il n'y ait pas de guerre. Mais les Européens et les Américains ne veulent tout simplement rien entendre. Ils n'essaient pas de trouver un arrangement avec les Russes. C'est assez incroyable. Il suffit de revoir les images de la conférence sur la sécurité de Munich, en février deux mille vingt-deux, l'année où la guerre a éclaté. En regardant les dirigeants américains et européens, on voit très clairement qu'ils ne sont pas préoccupés par le risque qu'une guerre éclate. Voilà. Donc, ce qu'on voit ici, c'est que les Européens sont tellement engagés en faveur de l'élargissement de l'OTAN, et tellement opposés à l'idée que la Russie puisse empêcher cela, qu'ils en sont presque au point de ne plus pouvoir faire marche arrière. Ils doivent continuer à avancer. Les coûts déjà engagés sont tout simplement trop importants.

Et c'est pour cela qu'aujourd'hui, on ne voit pratiquement aucun signe. Même si la guerre se passe mal pour les Ukrainiens, même si les Américains réduisent leur engagement en Europe et dans la guerre en Ukraine, les Européens semblent incapables de prendre du recul et de dire : les choses ne se sont pas bien passées, nous sommes dans de graves difficultés, il est temps d'y réfléchir et d'élaborer une nouvelle politique. On ne voit rien de tout cela. C'est simplement toujours la même chose. Et le point que je veux vous faire comprendre, Glenn Diesen, c'est que si l'on remonte au moment où la décision d'élargir l'OTAN a été prise, au début des années 1990 — ou au milieu des années 1990, lorsque la décision a été définitivement arrêtée —, on assiste depuis à une marche inexorable vers toujours plus d'élargissement. Un engagement profond envers ce principe de base : nous devons maintenir une politique de la porte ouverte, et l'Ukraine doit en être membre. Point final.

#Glenn

Oui, non, c'est... oui, l'idée d'être enfermés là-dedans me semble assez juste, parce qu'ils ont pris non seulement un engagement, mais aussi un engagement idéologique. Donc il est très difficile de s'en détacher. Mais je pense aussi que, dans les années 90, certains reconnaissaient même que cela allait aliéner la Russie. Si vous écoutez des gens comme Madeleine Albright, ils reconnaissaient que cela allait créer des problèmes avec la Russie. Mais si ce problème se présente à l'avenir, au moins, l'OTAN sera là. C'était le point principal. Autrement dit, l'OTAN s'étend, les Russes deviennent plus mécontents et plus inquiets. Cependant, à mesure que l'OTAN s'étend, la répartition du pouvoir évolue aussi. Et cela obligerait essentiellement les Russes à s'adapter aux nouvelles réalités. C'est, au fond, l'aspect hégémonique. Si ça ne vous plaît pas, tant pis, mais c'est comme ça que les choses vont devoir se passer.

Mais je suppose qu'une chose qui n'a pas marché, c'est que, oui, si le continent européen était isolé du reste du monde... Mais à la périphérie, on voit monter d'autres puissances, principalement la Chine, je dirais. Et cela change soudainement la donne. Je me souviens que Brzezinski soulignait que le pire accord que nous puissions proposer aux Russes restait malgré tout le meilleur accord sur la table. Mais soudain, ils ont cette autre possibilité à l'Est : pourquoi ne pas se rapprocher des Chinois,

des Indiens, ou de n'importe quel pays à l'Est ? Mais oui, cela m'amène à ma dernière question. Et je sais que nous arrivons un peu au terme du temps imparti, donc elle sera courte, je suppose. Mais étant donné qu'on voit maintenant que les États-Unis n'ont pas seulement défié la Chine, mais qu'ils ont, de fait, été vaincus en Iran — du moins, c'est ce que cela semble être aujourd'hui — qu'est-ce que cela signifie pour des pays comme la Russie et la Chine ? Je veux dire... En quoi cela pourrait-il jouer en leur faveur, ou est-ce que cela jouerait en leur faveur ?

#John Mearsheimer

Eh bien, c'est une énorme question. Je veux dire, ce n'est pas simple d'y répondre. On pourrait soutenir qu'une fois que les États-Unis auront été chassés complètement, ou presque complètement, du golfe Persique, la dernière chose qu'ils voudront faire sera d'envisager une autre guerre dans le golfe Persique. Et que nous nous concentrerons alors, comme un laser, sur l'Asie de l'Est. Ce qui pourrait être une mauvaise nouvelle pour les Chinois. Il est très important de comprendre que la position de la Chine en Asie de l'Est, et celle de la Russie dans la guerre en Ukraine, se sont améliorées à cause de la guerre contre l'Iran. Ce qui s'est passé, c'est que, vous savez, nous avons retiré toutes sortes de moyens militaires d'Asie de l'Est pour combattre au Moyen-Orient.

Et si vous regardez notre marine, qui, à ce stade, n'est réellement capable, compte tenu du nombre limité de navires dont nous disposons, de combattre que sur un seul théâtre à la fois, et si vous regardez l'usure que subit la marine américaine dans cette guerre du golfe Persique, il est tout à fait clair que cela joue en faveur de l'Iran — pardon, de la Chine. Les forces militaires américaines en Asie de l'Est ont été considérablement affaiblies. Et d'ailleurs, c'est pour cela que les États-Unis parlent maintenant de mettre davantage l'accent sur les armes nucléaires tactiques. Les États-Unis envisagent de modifier leur doctrine. Je crois que la dernière fois que nous avons mis l'accent sur les armes nucléaires tactiques, c'était dans les années 1950, lorsque l'administration Eisenhower était au pouvoir.

Mais là, on parle de mettre davantage l'accent sur les armes nucléaires tactiques, parce que nous avons tellement affaibli notre dissuasion conventionnelle dans des régions comme l'Asie de l'Est. Donc, à court terme, je pense que cela a joué en faveur de la Chine, pour ces raisons-là. Mais à plus long terme, il se peut qu'une fois ce fiasco dans le golfe Persique terminé, les États-Unis finissent par se concentrer bien davantage sur l'Asie de l'Est que nous ne l'avons fait, assurément, ces derniers mois. Mais il y a un point essentiel à garder à l'esprit, Glenn : les États-Unis sont un pays incroyablement puissant. Et ce qui se passe dans le Golfe, comme ce qui se passe en Ukraine, ne va pas affaiblir les États-Unis en termes de puissance réelle.

Nous allons rester aussi puissants que jamais en termes de capacités. Là où nous sommes en grande difficulté, c'est davantage dans notre capacité à utiliser cette puissance, à la projeter, à gagner des amis et des alliés dans le monde. Tout cela a été gravement endommagé par ce fiasco en Iran, ainsi

que par le fiasco en Ukraine. Il n'y a aucun doute là-dessus. Mais il ne faut pas sous-estimer le fait que les États-Unis restent un pays remarquablement puissant et le resteront à l'avenir. C'est comparable à ce qui s'est passé au Vietnam. Les États-Unis ont perdu au Vietnam.

Ce fut une défaite décisive. Mais quatorze ans plus tard, nous avons gagné la guerre froide et nous avons émergé comme puissance unipolaire. Nous sommes devenus l'État le plus puissant de la planète. Et tout cela montre simplement que, même si nous allons perdre — si ce n'est pas déjà fait — la guerre en Iran, et je pense que les Ukrainiens, et donc les Européens et les Américains, vont perdre face aux Russes en Europe, cette paire de défaites n'affaiblira pas les États-Unis au sens où notre puissance, notre puissance brute, serait réduite. Mais nous serons affaiblis dans notre capacité à projeter notre puissance et à influencer les pays par la diplomatie.

#Glenn

Oui, je suppose que c'est le problème quand on conçoit la sécurité comme un jeu totalement à somme nulle, et aussi quand on la définit par la défaite des adversaires. Parce que, bon, si les États-Unis font maintenant face à une défaite en Iran, comme vous l'avez dit, alors ils devraient davantage se tourner vers les armes nucléaires tactiques. On voit la même chose en Europe. Lorsqu'ils ont commencé à reconnaître qu'ils seraient probablement vaincus en Ukraine, et que les États-Unis se retirent un peu du continent, soudain, on entend les Allemands, les Polonais, commencer à évoquer les armes nucléaires. C'est pareil en Asie.

Je veux dire, si la Chine obtient ce qu'elle veut, à savoir que les États-Unis se retirent du Japon, par exemple, les Japonais pourraient plutôt se tourner vers l'arme nucléaire. Alors, il faut faire attention à ce qu'on souhaite. Bien sûr, la même chose vaut pour la Russie. Je pense que toute cette idée selon laquelle on peut acculer la Russie, faire monter les tensions, et supposer qu'elle n'a d'autre choix que de capituler... je n'y crois pas. Je pense aussi qu'elle ne fera alors que monter davantage sur cette échelle de l'escalade. Et oui, je pense que c'est ce que nous voyons aujourd'hui. Mais bref, avez-vous quelques dernières réflexions avant de conclure ?

#John Mearsheimer

Je dirais simplement que nous vivons une époque très dangereuse. Il n'y a aucun doute là-dessus. Votre remarque sur le Japon me rappelle que Vladimir Poutine s'est récemment rendu dans les îles Kouriles du Sud, dont les Japonais disent qu'elles leur appartiennent. Et cela a évidemment beaucoup irrité les Japonais. Cela montre bien que les relations entre le Japon et la Russie sont très mauvaises en ce moment. Et c'est en grande partie parce que les Japonais se sont récemment rangés du côté des Ukrainiens contre les Russes. Mais les Nord-Coréens ont aussi récemment lancé un missile qui est tombé dans les eaux juste à l'ouest du Japon. Et de plus, les relations entre le Japon et la Chine sont aujourd'hui très mauvaises, à cause de certains commentaires du Premier ministre japonais qui ont mis les Chinois en colère. Donc, le Japon a là des problèmes importants avec la Russie.

La Corée du Nord et la Chine... Et en même temps, les États-Unis, qui sont censés fournir un parapluie de sécurité, et qui ont bien sûr leur parapluie nucléaire au-dessus du Japon, ont retiré des forces du Japon et de Corée du Sud. Ces derniers mois, ils se sont détournés de l'Asie à cause de la guerre contre l'Iran. Et la question qu'il faut se poser, c'est : quelle leçon les Japonais vont-ils en tirer ? Cela nous amène alors à toute la question d'une éventuelle prolifération nucléaire au Japon, et à la question de savoir où cela peut mener. Aujourd'hui, on peut raconter toutes sortes d'histoires montrant que les choses empirent de plus en plus, au lieu de s'améliorer. Pas seulement dans le Golfe et en Ukraine, mais aussi maintenant en Asie de l'Est. Nous sommes donc dans une situation très difficile, dans de nombreux endroits différents, où le risque de catastrophe est très élevé.

#Glenn

Poutine fait donc valoir que, désormais, ils vont commencer à saisir des navires européens, étant donné que les Européens se sont livrés à la piraterie. Donc, comme vous le dites, tout est en train de dégénérer. C'est simplement que, d'habitude, face à d'énormes bouleversements dans la répartition du pouvoir, un nouvel ordre ne s'établit qu'après une grande guerre. C'est à ce moment-là que tout le monde est exsangue. C'est à ce moment-là qu'on peut s'asseoir autour de la table et accepter de, eh bien, vraiment rebattre les cartes, si vous voulez, et parvenir à des compromis. On espérerait simplement qu'il y ait une grande diplomatie entre puissances, où tous nos dirigeants se réuniraient et essaieraient de trouver une solution avant que nous sortions tous nos armes. Malheureusement, il n'y a pas beaucoup de précédents historiques pour cela. Quoi qu'il en soit, comme toujours, merci beaucoup. J'apprécie énormément vos perspectives et vos analyses sur la grande stratégie, et tout particulièrement sur le réalisme offensif. Merci encore. Je vous en prie, Glenn.

#John Mearsheimer

Merci de m'avoir invité.